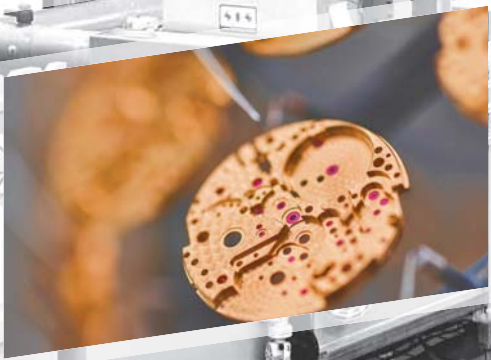


objectif emploi

SERVICE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI
OFFICE RÉGIONAL DE PLACEMENT



Acrotec

Focus sur un groupe ancré
dans le Jura

22 ans de Promotion économique

Jean-Claude Lachat part à la retraite

Compétences de base

Pour rester ancré dans la société

Acrotec, un groupe, deux pôles, 13 sociétés

Le groupe Acrotec, à Develier, qui existe depuis 20 ans, est un groupe indépendant créé par des professionnels de l'horlogerie et de la micromécanique. Il fournit à l'ensemble des manufactures et marques horlogères des produits respectant le label Swiss made.



Vardeco, à Develier, une des deux plus importantes sociétés du groupe Acrotec.

Les activités du groupe Acrotec sont réparties entre l'horlogerie (55% de son chiffre d'affaires) et les industries non-horlogères (45% du CA).

Dans le premier domaine, il est l'un des fournisseurs indépendants les plus importants de Suisse, servant des marques prestigieuses.

Dans le détail, Acrotec fabrique des antichocs, des masses oscillantes, des pierres d'horlogerie, des ressorts de barillet, des spiraux en silicium, des roues d'échappement en UV-LIGA, des barillets complets, de l'outillage, ainsi que des instruments de mesure, soit la totalité des cinq composants essentiels dans le mouvement d'une montre.

Pour les autres domaines industriels, le groupe fournit des pièces d'une très grande précision destinées à l'aérospatiale, l'aéronautique, l'automobile, au domaine médical et à la connectique électronique.

Les principaux composants sont les broches et corps de connecteurs; les connecteurs haute-fréquence fibres optiques, les composants de turbocompresseur; les composants de systèmes de freinage; les connecteurs hydrau-

liques; les composants d'équipements médicaux et implants dentaires.

A noter que le groupe est également actif dans la joaillerie, de par la fabrication de bijoux et l'usinage de métaux précieux.

Pignon sur le monde

Il est présent sur 14 sites, compte plus de 700 employés, possède un parc supérieur à 750 machines et réalise un chiffre d'affaires annuel de 165 millions de francs. Ses clients sont plus de 800 et Acrotec exporte vers une quarantaine de pays.

Le groupe se distingue par l'intégration verticale qu'il offre à ses clients, allant du composant simple aux assemblages et incluant notamment les traitements de surface et les inspections automatiques. Acrotec constitue ainsi un interlocuteur unique qui en fait l'un des rares sous-traitants intégrés pour ses clients.

Il en résulte un savoir-faire particulier: le groupe profite en effet du transfert de connaissances et d'informations entre ses différentes entreprises par la mise en réseau et le partage des données, connaissances et compétences propres à chaque entité. Cela permet aussi à Acrotec de développer des «best practices».

Vers une entrée en bourse

Au plan stratégique, le groupe entend consolider sa position de fournisseur neutre et indépendant de pièces de

précision. Il va par ailleurs prioriser une croissance organique constante et pérenne en se concentrant sur son cœur de métier de sous-traitant et en misant sur des innovations fortes, des partenariats durables et un service de très haute qualité.

Cette croissance va être dopée par des acquisitions ciblées lui donnant également l'occasion de renforcer sa diversification dans les secteurs industriels attractifs et utilisant des compétences et technologies similaires pour réduire sa vulnérabilité.

Enfin, Acrotec souhaite atteindre une taille critique pour faire son entrée en bourse, opération qui lui permettra définitivement de pérenniser son indépendance et d'ancrer son centre de décision dans le canton du Jura.

www.acrotec.ch

Texte : Didier Walzer

Photo : Roger Meier – Agence Bist

Voir pages 3-6

Cinq sociétés jurassiennes

Sur les 13 sociétés constituant le groupe Acrotec – toutes en Suisse, à l'exception d'une seule, basée en France –, cinq sont situées sur territoire jurassien: Décovi (Vicques); Vardeco, mu-Dec, STS (Develier) et Butech, à Tavannes. Elles travaillent indifféremment pour le secteur horloger et le reste de l'industrie.



Editorial

Une économie jurassienne en mouvement

Par Didier Walzer, rédacteur

Pour ce numéro d'Objectif Emploi, nous nous sommes intéressés au groupe Acrotec, dont le siège est à Develier, auquel nous consacrons un dossier.

Ce groupe industriel, durablement établi dans la région et porteur d'emplois pour l'économie jurassienne, est actuellement en plein essor.

Parmi les acteurs importants d'Acrotec, citons Marjolaine Cordier-Herbert, qui n'est autre que la directrice de Vardeco, l'une des deux plus grandes sociétés du groupe.

Nous lui consacrons un portrait, car cette Strasbourgeoise a choisi de s'établir dans le Jura avec sa famille, à Develier précisément, voici une dizaine d'années. Elle illustre ce que le Gouvernement jurassien souhaiterait favoriser, à savoir l'établissement, dans notre coin de pays, de ressortis-

sants français actifs dans notre économie. A ce propos, l'Exécutif cantonal a formé un groupe de travail, baptisé « Sédentarisation des frontaliers », qui planche sur ce projet.

La Jurassienne d'adoption s'exprime sur ses motivations et son expérience de résidente suisse.

Pour en revenir au groupe Acrotec, il témoigne de la vitalité de l'économie jurassienne. Un état de fait qui réjouit particulièrement Jean-Claude Lachat, le délégué à la Promotion économique en partance pour la retraite, lui qui n'a cessé d'œuvrer dans ce sens plusieurs décennies durant.

Nous revenons, en sa compagnie, sur son expérience de quelque 30 ans au service de l'économie jurassienne et évoquons les défis de celle-ci pour le futur.

L'une des dernières actions de Jean-Claude Lachat a été de co-organiser, le 12 septembre dernier, une visite des ateliers de RUAG Aviation, à Emmen (LU), à l'intention des industriels jurassiens. Cette journée était également l'occasion, pour eux, de nouer des relations d'affaires.

Objectif Emploi était du voyage et vous fait (re)vivre un événement fort apprécié des participants.

Enfin, nous mettons l'accent sur le programme national « Simplement mieux », dans lequel le Jura est impliqué, et qui est destiné à améliorer les compétences de base de tout un chacun.

Les premiers cours, proposés depuis septembre dernier, visent une meilleure intégration sociale et professionnelle.

Sommaire

N°38 | Octobre 2018

« J'ai tout de suite apprécié la conscience professionnelle des collaborateurs locaux. »

Marjolaine Cordier-Herbert,
Jurassienne d'adoption et directrice de Vardeco

2

Acrotec

Un groupe à fort ancrage jurassien en plein essor

4-5-6

Focus sur les cinq sociétés jurassiennes du groupe
Portrait de Marjolaine Cordier-Herbert, une Strasbourgeoise qui a fait le choix de s'établir à Develier

7-8

Jean-Claude Lachat

Un pionnier de la Promotion économique part à la retraite

9-10

Visite de RUAG Aviation à Emmen (LU)

Reportage en compagnie des industriels jurassiens

11-12

Acquérir des compétences de base

Pour rester ancré dans la société



Les cinq sociétés jurassiennes du groupe Acrotec

Vardeco, Develier, 140 employés

La société produit des broches de connecteurs pour divers secteurs : automobile, électronique, aéronautique, militaire & défense.

Matériaux utilisés : principalement des alliages cuivreux (laiton, eco-brass, alliages de cuivre-béryllium).

Compétences : production de plus de 60 millions de composants par semaine par le biais de 220 tours à haute vitesse, 50 machines transfert, 15 machines de contrôle caméra.



STS, Develier, 9 employés

La société produit tous les composants horlogers, ainsi que de la connectique industrielle et, pour le secteur automobile, des turbocompresseurs et des composants moteur.

Compétences : traitements de surface et revêtements (galvanoplastie en bouclard et vrac, anodisation de l'aluminium) ; traitements mécaniques (traitement thermique, polissage, sablage, décoration).

« L'automobile, un marché d'avenir »

Bernard Lauper, directeur

« L'avantage du groupe Acrotec, c'est qu'il fonctionne de manière fédérale. S'il y a des synergies entre les diverses sociétés, chacune fonctionne cependant de manière autonome et différente. Cela nous offre beaucoup de souplesse. Nous sommes actuellement en plein essor et devrions passer à une vingtaine de collaborateurs d'ici à fin 2019. Nous travaillons de plus en plus pour l'automobile, un marché d'avenir, plus stable que l'horlogerie. Je tiens aussi à souligner que la protection de l'environnement nous tient beaucoup à cœur. C'est pourquoi nous avons investi 700'000 fr. dans une station d'épuration des eaux usées ultramoderne. »



mu-Dec, Develier, 2 employés

La société produit des pièces complexes pour applications horlogères : axes, roues, pignons, mobiles, tiges remontoirs, divers composants de l'organe réglant.

Matériaux utilisés : alliage cuivreux, aciers inoxydables, titane.

Compétences : micro-décolletage pour applications horlogères.

« Toujours aussi difficile de trouver des décolleteurs qualifiés »

Yann Le Martret, directeur

« Avoir un groupe comme Acrotec derrière nous est l'assurance d'une responsabilité financière partagée entre lui et mu-Dec. Cela offre certaines garanties aussi, notamment au niveau du volume de travail. Notre philosophie est de réaliser des pièces compliquées (pour l'horlogerie haut de gamme). Nos perspectives de développement sont plutôt bonnes puisque nous avons acquis une troisième machine de décolletage cette année et une quatrième est à l'étude. De surcroît, nous allons engager un nouveau décolleteur. Les candidats ne sont pas évidents à trouver dans ce domaine. Il y a vingt ans, c'était déjà difficile de trouver de vrais professionnels. Et la situation n'a pas changé aujourd'hui. Il existe un déséquilibre entre ceux qui partent à la retraite et les jeunes à disposition sur le marché. Malgré la modernisation du métier et des ateliers désormais beaucoup plus propres, il est toujours aussi compliqué d'attirer les jeunes vers notre profession. Pourtant, c'est un job intéressant, très technique, où l'on peut mesurer, au quotidien, la valeur des tâches effectuées. De surcroît, c'est vraiment bien rémunéré. Un décolleteur sans spécificités particulières gagne déjà très bien sa vie. »



Butech, Tavannes, 4 employés

Techniques d'usinage : tréfilage toutes matières, redressage toutes matières petites quantités, coupe sans bavures, laminage toutes matières, profilage matières non ferreuses.

Produits : fil calibré pour rodage des pierres d'horlogerie et métal dur, fil redressé avec coupe sans bavures pour axes d'appareillages médicaux (ophtalmologie, appareils acoustiques, axes petits moteurs, etc.), tiges redressées pour piges de contrôle, tiges de rodage (rodoirs), fil pour ressort, fil plat (laminé) pour ressorts ou autre, fil profilé pour horlogerie ou autre.

Décovi, Vicques, 75 employés

La société fournit des masses oscillantes pour l'horlogerie, des raccords et connecteurs pour le reste de l'industrie, ainsi que des implants et composants d'appareillage médical pour le secteur médical, précisément.

Matériaux utilisés : inconel, titane, aciers inoxydables, aluminium, alliages de tungstène et métaux lourds, laiton et autres alliages cuivreux, peek et autres matières plastiques.

Compétences : décolletage CN, tournage CN, fraisage CN, gravage laser et assemblage.

Textes : Didier Walzer
Photos : Acrotec

Marjolaine Cordier-Herbert: « J'apprécie beaucoup la conscience professionnelle des Suisses. »



« Nous nous sentons très bien en Suisse »

Ingénieure en génie industriel et informatique, la Française Marjolaine Cordier-Herbert, directrice de Vardeco, à Develier, une des deux plus grandes sociétés du groupe Acrotec, habite le Jura depuis 11 ans avec son mari, Julien, et ses deux enfants, Esteban et Pénélope. Et elle ne le regrette pas. Rencontre.

Expliquez-nous la genèse de votre installation dans le Jura ?

Je suis Strasbourgeoise, comme François Billig, président du groupe Acrotec, que je connaissais. Il m'a proposé d'effectuer un stage de six mois chez Vardeco pour assurer le déplacement de la société de Delémont à Develier. Je suis ensuite restée pour implanter un ERP – système d'information qui aide à la gestion de l'entreprise.

Au départ, je n'avais pas perçu l'intérêt de m'installer ici. Puis, de fil en aiguille et comme je travaillais désormais dans le Jura, l'idée a fait son chemin, car je ne m'imaginai pas vivre à la frontière et c'était de surcroît difficile d'être séparée de ma famille.

Au bout d'un an et demi, mon mari, Julien, m'a rejoint et nous avons acheté une maison à Develier. Il est architecte et travaille à Malleray.

Cette transition de la ville à la campagne a-t-elle été aisée ?

Non. Au début, je ne pensais pas rester. Venant d'une métropole et débarquant dans un environnement campagnard, cela crée un choc.

Cependant, j'ai tout de suite apprécié la conscience professionnelle des collaborateurs locaux. Les Suisses ou les frontaliers travaillant en Suisse sont plus concernés par ce qu'ils font. Ils ont le sens du travail bien fait. J'observe une vraie différence avec mes expériences réalisées en France !

Nous nous sentons très bien en Suisse et n'envisagerions pas d'aller ailleurs, à moins de perdre nos emplois, car nous bénéficions ici d'une vraie émancipation professionnelle.

De manière générale, j'aime le contact avec la population, la politesse des gens.

A vous entendre parler, vous avez été bien accueillis ?

Absolument ! Parallèlement, je me suis toujours montrée humble en tant qu'étrangère et nous nous sommes investis dans des activités ou des projets locaux de façon à faciliter l'intégration.

Au niveau de Vardeco, nous essayons d'apporter un modeste soutien financier aux clubs sportifs ou sociétés locales, notamment le FC Develier, le camp de ski, la fête du village... Personnellement, je joue au sein du club de volleyball de Develier.

Et au niveau de l'organisation quotidienne, avec les enfants, par exemple, ça se passe bien ?

Oui, l'administration en général fonctionne bien, la garde pour les enfants également. Là aussi, je trouve que les acteurs des diverses institutions sont particulièrement investis. J'ajoute que j'apprécie particulièrement la qualité des produits locaux – aussi bien au niveau alimentaire que dans d'autres domaines.

Que pensez-vous de la campagne d'information lancée par le Canton du Jura à l'égard des travailleurs frontaliers, incitant ceux-ci à venir s'établir dans notre région ?

Je pense que le Canton du Jura a tout intérêt à chercher à garder ses travailleurs frontaliers ici.

Les entreprises se développent, mais il faut aussi que les infrastructures locales suivent et cela sera facilité par

des personnes habitant et consommant dans le Jura.

Par contre, je pense que le Canton du Jura ne pourra intéresser que des salariés d'un certain « standing », car le coût de la vie locale est nettement plus élevé en Suisse qu'en France.

Il faut donc accepter de voir l'intérêt d'un pouvoir d'achat réduit au profit de la qualité de vie.

Nous sommes amenés, dans notre entreprise, à recruter des collaborateurs en France. Dans ce contexte, certains de nos collaborateurs, souvent qualifiés, ont fait le choix de s'installer en Suisse afin de limiter les transports et de profiter de la qualité de vie.

Dernière question, quelle impression ça fait d'avoir un frère champion de Roland Garros ? (réd.

Pierre-Hugues Herbert, domicilié à Delémont, a en effet gagné le double des Internationaux de France en juin dernier à Paris, associé à son compatriote Nicolas Mahut).

Le plus fou, c'était la première fois, à l'US Open 2015, à New York. Mais l'émotion a été particulièrement forte à Roland Garros, car il a gagné devant toute sa famille et ses proches. C'était fabuleux.

Maintenant, reste à espérer que ça continue. Nous sommes très fiers de lui, d'autant que sa réussite est le résultat d'un projet et d'une organisation familiaux. Mon jeune frère est un espoir pour tous ceux qui ont des rêves.

www.vardeco.com

Propos recueillis par Didier Walzer
Photo : Roger Meier – Agence Bist



Visite du stand commun de la Promotion économique en compagnie du Conseiller fédéral démissionnaire, en charge de l'Economie, Johann Schneider-Ammann, lors de l'EPHJ 2017, à Genève. Jean-Claude Lachat est à droite.

Vingt-deux ans de promotion économique

Le délégué à la Promotion économique du Canton du Jura, Jean-Claude Lachat, prendra sa retraite à la fin de l'année. L'occasion de tirer un bilan avec lui du développement du canton et aussi d'évoquer l'avenir.

Dans les années 80, le leitmotiv des autorités jurassiennes était déjà la diversification économique, n'est-ce pas ?

C'était en effet la volonté du Gouvernement à la création du Canton du Jura. Cette diversification, notamment dans les domaines de la microtechnique et de l'électronique, devait se concrétiser par l'implantation d'entreprises étrangères dans la région. Pour ce faire, le Jura s'est notamment appuyé sur l'arrêté fédéral Bonny, qui avait ciblé plusieurs régions helvétiques devant sortir de leur monoculture industrielle, dont l'Arc jurassien avec l'horlogerie.

Dans quelle mesure l'arrêté Bonny était-il important pour le Jura ?

Parce que cet instrument fédéral octroyait des aides substantielles – cautionnements, prises en charge d'intérêts bancaires, exonérations fiscales – aux entreprises qui souhaitaient s'installer dans la région.

Des résultats concrets ne se sont pas fait attendre avec, notamment, l'implantation d'entreprises venant de France, d'Allemagne et des Etats-Unis créant moult emplois et diversifiant le tissu économique.

La volonté politique de développement économique était-elle pré-

sente dès l'entrée en souveraineté du Canton ?

Absolument. La preuve avec le premier programme de développement économique, qui date de 1980 et s'étendait jusqu'en 1986. Actuellement, nous en sommes au sixième avec un rapport intermédiaire qui sera présenté au Parlement vers la fin de cette année.

Outre la diversification évoquée, récurrente, qui s'adapte aux réalités évolutives du monde – c'est ainsi que le Jura est passé, voici une quinzaine d'années, à la phase Medtech, Cleantech et technologies de l'infor-

mation. Parallèlement, les autorités poursuivent l'objectif du rapatriement des jeunes Jurassiens formés à l'extérieur, ce qui sous-entend contribuer à créer des postes à valeur ajoutée dans la région. La volonté de rattrapage dans les infrastructures s'est concrétisée avec une meilleure accessibilité de la région, notamment par la route et le rail.

Permettre aux PME jurassiennes de faire leur promotion

L'un de vos axes est également de permettre aux PME jurassiennes de se profiler.

Oui. La Promotion économique met sur pied, depuis plusieurs années, des stands collectifs dans les foires et salons internationaux. L'idée est que, grâce à ceux-ci, certaines entreprises jurassiennes qui n'ont pas les moyens financiers, administratifs et logistiques, puissent participer à de grands événements qui sont autant de vitrines pour mettre leur savoir-faire en évidence. On parle de l'EPHJ, à Genève, de Swiss Medtech et Swiss Plastics, à Lucerne, ainsi que de Micronora, à Besançon.

Vous organisez également d'autres actions.

Oui, les missions économiques. Nous avons été l'un des cantons précurseurs en Suisse à la fois pour les stands communs et les missions économiques. Celles-ci permettent à des PME jurassiennes de faire de la veille technologique dans des pays émergents ou dans des pays ayant conclu des accords de libre-échange avec la Suisse. Ces missions donnent aussi l'occasion de promouvoir, voire de commercialiser les produits jurassiens dans les pays ciblés.

Le rapprochement avec Bâle

Le grand virage de la Promotion économique jurassienne, c'est l'orientation bâloise, il y a une quinzaine d'années.

En effet. Il faut rappeler que, à la création du Canton du Jura, la Promotion économique agissait en solo. Mais nous avons rapidement vu les limites d'un petit canton qui allait se présenter seul sur les marchés étrangers et qui était souvent confondu avec le Département du Jura français. C'est pourquoi nous avons intégré le DEWS – Development Economic Western Switzerland – au début des années 2000. Cette adhésion n'a toutefois pas rencontré le succès escompté.

Le ministre de l'Economie d'alors, Jean-François Roth, a donc pris la décision d'orienter le Jura vers Bâle pour des raisons de proximité des territoires et des complémentarités des tissus économiques.

Avec les années, c'est l'organisme bâlois BaselArea, rebaptisé depuis BaselArea.swiss, qui a pris le relais. A la promotion économique commune initiale s'est désormais greffée la promotion de l'innovation et l'accompagnement de projets. La valorisation du tissu économique régional est désormais prioritaire à l'implantation d'entreprises étrangères dans le Jura. Cette orientation bâloise est stratégique. Elle a permis d'accueillir une antenne du parc suisse de l'innovation, dénommé Switzerland Innovation Park Basel, située dans la zone Innodel, entre Courrendlin et Delémont. Des activités de recherche et de développement vont y être implantées.

Quels défis importants ces prochaines années ?

Ce parc suisse de l'innovation propulse le Jura dans la cour des grands, non seulement au niveau national, mais surtout international ! Et il s'agira d'être à la hauteur pour satisfaire aux critères d'accréditation du label Swiss Innovation.

Mais grâce au parc, nous avons la chance de combler les lacunes importantes en matière de R&D avec l'accueil de projets dans les domaines de la santé de proximité et de l'industrie du futur. Une bonne opportunité pour le tissu économique jurassien de réussir la transition numérique.

Et de rapprocher la R&D de nos entreprises, à travers des collaborations avec les universités, les écoles polytechniques, les HES ou des instituts comme le CSEM – Centre suisse d'électronique et de microtechnique.

Propos recueillis par Didier Walzer
Photo : Evelyne Tendon

Voir pages 9-10



PROMOTION ÉCONOMIQUE

Portrait

Jean-Claude Lachat, 64 ans, économiste de formation, va quitter le Service de l'économie et de l'emploi en novembre prochain.

Il a commencé de travailler pour le Canton en 1979, au département des Finances, avant de passer à l'Economie, où il a œuvré 33 ans durant, dont 22 en qualité de délégué à la Promotion économique.

Parallèlement, il a exercé la fonction de délégué cantonal à l'approvisionnement économique du pays entre 2001 et 2018.

En tout, il aura passé 40 ans au sein de l'administration cantonale jurassienne.



*La maintenance d'un avion de combat F/A-18, dans les ateliers de RUAG Aviation ;
l'une des nombreuses tâches de l'entreprise lucernoise.*

Les industriels jurassiens en visite chez RUAG Aviation

Le 12 septembre dernier, une quarantaine d'industriels régionaux ont découvert les ateliers de RUAG Aviation, à Emmen (LU). Une journée mise sur pied par Swissmem, la Promotion économique du Canton du Jura et la Chambre de commerce et d'industrie du Jura (CCIJ). Reportage.

Cela commence, de loin, par de petits avions survolant la région. Certains aux couleurs caractéristiques militaires, d'autres non. Aucun doute, nous nous approchons de RUAG Aviation, l'entreprise d'Emmen (LU), majoritairement aux mains de la Confédération, qui a vu le jour voici 20 ans. RUAG est en fait un conglomérat de cinq divisions, dont la plus importante est celle consacrée à l'aviation. Il emploie plus de 9000 collaborateurs (2296 pour sa branche aviation) dans le monde et ce dernier représente son marché principal (70 %, dont une vingtaine de clients gouvernementaux) contre 30 % pour la Suisse. «Et, contrairement à une idée reçue, 56% de notre activité l'a été pour

l'aviation civile en 2017 et 44% pour l'aviation militaire», explique Martin Büsser, Senior Vice President Sales & Marketing de RUAG Aviation, lors de la présentation de «son» entreprise aux industriels jurassiens.

A leur intention, il ajoute: «Vous pouvez nous faire parvenir un dossier de présentation de vos activités, qui sera étudié. S'il y a toujours des fenêtres d'opportunités dans le domaine de l'aviation, les compétences requises sont toutefois très pointues.» A ce titre, les entreprises jurassiennes intéressées peuvent être accompagnées par des consultants régionaux en vue de l'obtention de la certification spécifique EN 9100 Aéronautique. Ces dernières années, la division

RUAG Space, qui construit notamment des éléments destinés à la fusée Ariane et aux satellites, s'est considérablement développée.

Un employeur apprécié des ingénieurs

Si l'on en croit Fabian Kohler, Business Development Manager de RUAG Aviation, l'entreprise est un employeur apprécié: «Au plan suisse, nous nous situons en huitième position dans le palmarès des entreprises où les ingénieurs souhaitent travailler. Par ailleurs, nous avons en permanence 10% d'apprentis du total de notre personnel. Nous sommes donc une entreprise très formatrice et

« Une mise en relation d'affaires »

Jean-Frédéric Gerber, directeur, jusqu'à fin 2018, de la Chambre de commerce et d'industrie du Jura (CCIJ)

« Chaque année et depuis plus de 20 ans, nous organisons une course d'école où nous visitons une entreprise, si possible active dans un type d'industrie différent de celui de nos régions et que nos membres ne connaissent pas forcément. Il s'agit aussi d'une mise en relation d'affaires. Elle est agrémentée d'un repas. Ce qui en fait une sortie toujours conviviale. »

avons été l'un des sponsors des récents SwissSkills 2018, du 12 au 16 septembre, à Berne, soit la deuxième édition des championnats nationaux des métiers centralisés et non académiques dans l'artisanat, l'industrie et les services.

Visite riche en découvertes

Les exposés sont suivis de la visite des ateliers, riche en informations et en découvertes, où l'on assiste notamment à l'élaboration de structures métalliques et en composite pour Airbus et Boeing (pour les avions militaires F/A-18), entre autres.

Mais « le clou du spectacle » est assurément, en fin de parcours, le passage devant un avion de combat en phase finale de révision technique, qui permet de mesurer toute la science, le souci du détail et les compétences humaines et techniques réunies chez RUAG Aviation.

Une telle journée donne l'occasion aux industriels de se rencontrer et leur offre une veille technologique intéressante, selon Jean-Claude Lachat, délégué à la Promotion économique du Canton du Jura. « Il s'agit également d'un souhait de leur part d'effectuer une telle visite. A ce propos, nous venons de leur envoyer les points de contact destinés à ceux qui souhaitent travailler avec RUAG Aviation. »

Jean-Claude Lachat partant à la retraite en fin d'année, Philippe Marmy, chef adjoint du Service de l'économie et de l'emploi (SEE), qui était du voyage à Emmen, a indiqué que de

telles initiatives, prisées des entreprises, perdureront.

Texte : Didier Walzer, Emmen

Photo : RUAG Aviation

« Profiter des affaires compensatoires »



Philippe Cordonier, responsable Suisse romande et membre de la direction de Swissmem.

« Le but de RUAG, qui est une grande entreprise d'Etat, est de se rapprocher du tissu industriel local, qui doit indirectement profiter des affaires qu'elle conclut. D'où les contacts avec des PME jurassiennes, comme ici, lors de la journée de visite à Emmen. »

« Peut-être y aura-t-il des débouchés ? »

Pascal Domont, chef de production Domont Mécanique SA, Courroux/Delémont

« Je suis venu par intérêt pour l'entreprise RUAG, que je connais mal. A l'époque, mon père réalisait des pièces pour Pilatus. Peut-être y aura-t-il l'un ou l'autre débouché pour mon entreprise chez RUAG ?... »

Ce genre de sortie est également l'occasion d'entrer en contact avec les industriels jurassiens, car je suis souvent dans mes ateliers et j'ai par conséquent peu l'occasion de les côtoyer. »

« Pourquoi pas usiner différemment ? »

Pierre Willemin, directeur Witech, machines-outils, Bassecourt

« Nous construisons des machines d'usinage surtout destinées à l'horlogerie. Mais nous pourrions également nous développer dans un sens différent. C'est pourquoi il est intéressant de voir, comme ici, une autre façon d'usiner. »

« Cela nous aide à anticiper les futurs développements »

Thomas Parietti, responsable vente et marketing CLA, Clinical Laboratory Automation SA, Delémont

« L'idée, pour nous, est d'évaluer le potentiel d'une société comme la nôtre et dans quels secteurs nous pourrions éventuellement collaborer avec RUAG. C'est le premier point à déterminer, auquel nous allons nous atteler maintenant, et nous ferons ensuite connaître notre savoir-faire à RUAG. »

Concernant la visite de l'entreprise, elle est intéressante en soi, qui montre la technologie utilisée et la vitesse à laquelle elle évolue. Cela nous aide à anticiper certains changements. »

Rester ancré dans la société

Simplement mieux : tel est le nom du programme national destiné à améliorer les compétences de base de tout un chacun dans lequel le Canton du Jura est impliqué. Les premiers cours sont proposés depuis septembre 2018. Explications.

Le Jura n'échappe pas aux problèmes que pose l'illettrisme, la fracture numérique ou l'incapacité à calculer.

Cette incapacité à s'adapter a des conséquences directes sur l'insertion professionnelle et sociale et sur les coûts qui y sont liés.

Les spécialistes estiment à 10, voire 15% la part de la population concernée. La Confédération s'engage conjointement avec les cantons pour que les adultes puissent acquérir les compétences de base qui leur manquent et les maintenir.

Le Canton du Jura s'est doté d'un programme cantonal en matière de développement des compétences de base.

En ayant signé avec le SEFRI (Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation) une convention de prestations pour les années 2017 à 2020, le Canton du Jura s'engage à encourager l'acquisition et le maintien des compétences de base chez les adultes. Rencontre avec Christophe Cattin, chef a.i. du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire (SFO) et secrétaire général d'AvenirFormation, et François Rebetez, secrétaire général adjoint d'AvenirFormation.

En fait, que sont les compétences de base ?

Christophe Cattin (CC): Ce sont des compétences indispensables pour entrer sur le marché du travail et conserver un emploi de façon durable.

La Confédération définit trois domaines dans les compétences de base : lecture et écriture, expression orale dans une langue nationale et mathématiques élémentaires, ainsi qu'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

Ce dernier point fait référence aux ordinateurs au sens large, messagerie,

divers écrans d'information, portails en ligne, etc. Ces trois catégories se mélangent, interfèrent les unes avec les autres : il faut savoir lire et écrire pour rédiger un formulaire et se débrouiller sur Internet. Des lacunes dans un domaine sont un peu l'arbre qui cache la forêt.

François Rebetez (FR): De manière large, être capable de lire un horaire de train, de remplir un formulaire administratif sur un site Internet. De telles aptitudes aident à la fois dans la vie de tous les jours, sont indispensables pour interagir avec les autres et dans la société, et au plan professionnel.

Pourquoi certaines personnes sont-elles pareillement «larguées» ?

FR: Il peut y avoir des dysfonctionnements personnels : dyslexie, dyscalculie. Des gens, aussi, au parcours scolaire difficile ou s'étant arrêtés tôt, qui ont commencé à travailler dès la fin de leur scolarité sans formation professionnelle initiale ou qui ont passé 20 ans à éduquer leurs enfants, ne se sont plus mis à jour ou n'ont plus envie d'apprendre.

Il peut y avoir des facteurs de situation personnelle précaire ou soudainement d'instabilité, qui empêchent de mobiliser l'énergie nécessaire pour acquérir de nouvelles connaissances ou qui révèlent les difficultés jusqu'alors cachées.

La société actuelle s'est aussi déshumanisée, non ?

CC: Il est vrai qu'il y a une génération encore, l'on trouvait des êtres humains aux guichets, il y avait toujours une place pour les petites mains, on pouvait être un bon mécanicien auto sans savoir uti-



François Rebetez et Christophe Cattin, les artisans du programme «Simplement mieux» pour le Jura.

liser un ordinateur par exemple. C'est de moins en moins le cas.

La société évolue et le monde du travail avec. On prend moins le temps d'expliquer aux gens, car l'on en a de moins en moins ou l'on ne veut plus le prendre. Il faut se rendre compte que le niveau général va continuer d'augmenter et la fracture numérique s'agrandir.

Il y a souvent déni de la part des personnes concernées.

FR: En effet, il s'agit d'une véritable stratégie de leur part pour masquer leurs lacunes et s'en tirer par des excuses. Imaginez si toute l'énergie déployée à ce niveau l'était pour apprendre...

La bonne nouvelle : sans excuse, cela fonctionne mieux. Voilà justement la thématique utilisée par la campagne de sensibilisation à la question des compétences de base.

CC: Cela passe par une révélation à soi-même. Et, pour nous, le défi consiste à atteindre ces gens, à les intéresser à nos cours.

Comment ?

FR: La première étape consiste à sensibiliser les gens en contact avec les



personnes en difficulté, notamment dans les communes, les associations et l'administration. Ce qu'on ne peut pas faire, en revanche, c'est leur dire de manière frontale: «Venez apprendre à lire, compter, utiliser un ordinateur».

Le seul fait de dire ça les place face à une réalité qu'ils n'ont pas envie d'entendre. Il s'agira plutôt de leur dire: «Venez établir votre budget, apprendre à accompagner votre enfant pour ses devoirs, etc. Il convient d'amorcer sur le besoin plutôt que sur la lacune.

Une fois les gens entrés en formation, nous pourrions travailler sur tous les axes. CC: La stratégie exacte n'a pas encore été déterminée. L'année 2018 est consacrée à l'analyse, c'est-à-dire à l'établissement d'une vue d'ensemble des offres existantes et des besoins à combler.

Prochaine étape ?

FR: Depuis la rentrée, nous offrons des espaces de formation individualisés à Delémont et Porrentruy, suivis déjà par une demi-douzaine d'apprenants. Les besoins de ces personnes sont évalués et nous construirons avec elles un parcours de formation personnel et multidisciplinaire.

Notre mission consiste alors à leur mettre des professionnels à disposition, qui vont les encadrer avec des méthodes d'apprentissage adaptées.

CC: L'idée est également qu'elles travaillent de leur côté pour progresser. L'objectif de ces cours intensifs est davantage dans une logique de coaching que d'enseignement. Ces personnes devront donc s'investir.

Le pari là-dedans ? Leur démontrer qu'elles sont capables d'apprendre.

Leur redonner confiance en elles est en effet le préalable.

L'approche est donc très structurée ?

CC: Oui, avec, dans un premier temps, un bilan des compétences de la personne, en relation avec les besoins pour lesquels elle est venue. Il faut qu'elle se rende compte de ce qu'elle doit apprendre. Et notre rôle consiste à lui montrer le chemin d'une manière très construite. Nous fixons des jalons, par petits pas, qui sont atteignables par la personne concernée.

Le but ne sera pas très difficile à atteindre, même s'il sera plus élevé que celui de départ afin que la personne ait envie de continuer d'apprendre.

Quid de la campagne d'information ?

FR: Elle a déjà commencé au plan national. Chaque canton déclinerait son programme comme il l'entend, même si l'identité visuelle et les messages resteront nationaux. C'est ainsi que le Jura aura sa propre campagne, «Simplement mieux».

CC: Dans un premier temps, la campagne sera tournée vers les employeurs et institutions ayant des contacts avec les personnes concernées: ORP, services sociaux... Dans un deuxième temps, c'est le grand public qui sera touché.

Les premières offres de cours «Simplement Mieux» dans le Jura sont accessibles via le site www.avenir-formation.ch/mieux ou par téléphone au 032 420 77 15

Propos recueillis par Didier Walzer
Photo: Agence Bist – Roger Meier

P.P.
CH-2800 Delémont 1
Poste CH SA

IMPRESSUM

Objectif Emploi est publié par le Service de l'économie et de l'emploi (SEE) dans le cadre de sa fonction d'observation du marché du travail, au service de tous les acteurs intéressés par le marché du travail au sens large. Alimenté par des collaborateurs, ainsi que par des spécialistes ou personnalités invitées, le magazine traite du marché du travail sous tous ses aspects, notamment économiques, sociaux ou encore juridiques.

Rédaction: Didier Walzer, Nicolas Ackermann

Réalisation: Empreinte communication

Impression: Pessor SA
Tirage: 3500 exemplaires

Parution: trimestrielle
Prix: gratuit

Contact: questions générales, demandes d'exemplaires supplémentaires, modifications d'abonnement, propositions de sujets: didier.walzer@jura.ch ou tél. 032 420 52 30.

Les compétences de base au travail

Le programme des compétences de base au travail est parallèle à celui des compétences de base. Il concerne les entreprises ou associations professionnelles qui peuvent, si elles identifient des besoins dans les connaissances de base, développer un projet de formation interne à l'entreprise et déposer une demande de subventionnement à la Confédération.

Et, dès la validation obtenue, les entreprises ont la possibilité de mettre des cours sur pied et elles perçoivent alors un montant de 15 fr. par heure et par personne, soit 3000 fr. environ par cours d'une quarantaine de leçons.

En contrepartie, ces entreprises doivent donner le temps nécessaire aux employés pour suivre les cours.

Infos – Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire (SFO)

2, rue du 24-Septembre, 2800 Delémont, tél. 032 420 71 60, sfo@jura.ch